

7 octobre 1982 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, au cours du déjeuner offert par le général Juvénal Habyarimana, Président de la République du Rwanda, Kigali, jeudi 7 octobre 1982.

Monsieur le Président,

- Madame,

- Je ne pourrai terminer mon allocution de la même façon que vous : vous êtes déjà titulaire du plus grand Ordre national français à son niveau le plus élevé. Je ne puis rien faire d'autre sinon souligner que si cela est déjà fait, c'est que nos relations sont anciennes et que la France a déjà reconnu en vous un ami fidèle, un Chef d'Etat sachant conduire son peuple, un homme sur lequel nous pouvons fonder une amitié durable. Je me contenterai donc d'ajouter ces paroles : faute de pouvoir agir autrement, je tiens à vous remercier de l'accueil que vous, monsieur le président, les autorités de votre pays, le peuple rwandais m'avez réservé depuis mon arrivée. J'en suis touché, j'en vois la confirmation de la profondeur des sentiments qui unissent nos deux pays et de l'étroitesse des rapports qui se sont créés au fil des ans entre nos peuples. Les contacts déjà plusieurs fois répétés que nous avons eus, vous et moi, depuis mon élection à la Présidence de la République française - notre histoire n'a pas commencé à ce moment-là - font qu'aujourd'hui je me sens très proche de vous, et à travers vous, au-delà de votre personne, très proche de votre pays, de ce pays qui fait de son unité et de son indépendance ses objectifs primordiaux, qui s'attaque avec énergie, avec courage, avec intelligence, à son développement. A cette entreprise, dois-je le rappeler, mon pays apporte, a apporté, apportera, son entière coopération.

Nous connaissons vos difficultés, celles que rencontre le Rwanda sur le chemin du progrès face à cet obstacle majeur que constitue l'absence de façade maritime, son éloignement même, la croissance d'un pays enclavé : les charges qui pèsent de façon si pénible sur le coût de vos transports, de vos importations, les aléas de vos communications.

- Je sais aussi, hélas, que là ne réside pas le seul problème qu'il vous faut affronter : l'exiguité des terres cultivables, et si bien cultivées, au regard d'une très forte croissance démographique - vous signalez vous-même la détérioration des termes de l'échange au détriment de vos produits d'exportations - votre facture pétrolière. Oui voilà bien des obstacles aux progrès harmonieux de votre pays. Mais voilà je veux vous dire mon estime pour le sérieux avec lequel sont conduites les affaires du Rwanda, pour la façon dont vous réussissez à maintenir un budget en équilibre, à rentabiliser au mieux les concours extérieurs indispensables. Enfin, vous êtes sur le point de parvenir à l'autosuffisance alimentaire, et vous savez que bien rares sont les pays en voie de développement qui sont en passe d'y réussir. Il faut de la persévérance, il y faut de l'application, il y faut de l'ambition : ces qualités n'ont pas manqué.

- C'est vrai, il suffit de regarder ce paysage - je le survolais tout à l'heure - il suffit d'observer pour constater à quel point est nécessaire une agriculture solide. Ce modèle de croissance que vous avez choisi orientera votre mode de civilisation, et sur-le-plan des obligations que suppose l'économie moderne, orientera l'expansion des marchés internes, la constitution de structures adaptées à ces marchés, l'utilisation des technologies appropriées mais, au-delà même, l'unité d'un peuple, dans sa langue, dans ses traditions, dans les ambitions qu'il conçoit, à la jonction des temps présents, l'avancée vers le monde moderne, le monde qui s'ouvre à nous en cette fin de siècle. Oui. Je pense que ce modèle de croissance que vous avez choisi répond à l'intérêt

de ce côté-ci, je pense que ce modèle de croissance que nous avons choisi repose sur un lien profond d'un peuple qui n'a pas attendu l'époque actuelle pour affirmer son identité.\

Dois-je rendre un nouvel hommage aux efforts de votre peuple, à ces agriculteurs de montagne, si remarquables par leur travail, à ces femmes, à ces hommes disséminés à travers vos mille collines, dont le labeur et les sacrifices sont autant de gages pour les conquêtes de demain, pour un avenir meilleur.

- Voilà pourquoi - je l'ai déjà dit, je le répèterai - la France a décidé d'être à vos côtés comme elle est dans la plupart des pays d'Afrique, du moins ceux qui veulent bien lui tendre la main et lui faire confiance. Peut-être y a-t-il comme une attention particulière à l'égard de pays comme les vôtres dont nous savons bien qu'ils sont riches de virtualité. Et nous ne le faisons pas uniquement pour répondre - un peu sans doute - à l'image répandue d'une France généreuse, ouverte sur l'extérieur. Non, cette image-là, nous pensons qu'elle est juste, qu'elle exprime une réalité et c'est une longue et grande tradition de la France.

- Dans la période de crise que traverse l'économie mondiale, est-ce que nous pensons que c'est de l'intérêt bien compris des peuples industrialisés - donc du mien - que de contribuer au développement des pays tels que le vôtre ? Le fameux dialogue s'il en est un entre le Nord et le Sud, suppose que ceux du Sud et ceux du Nord, ceux du Nord comme ceux du Sud, doivent tirer avantage de la nouvelle économie mondiale que nous nous efforçons de mettre sur pied.\

Vous évoquiez, il y a un instant, l'évolution fâcheuse des institutions internationales : la Banque mondiale fait souvent du bon travail. Il n'empêche qu'après avoir beaucoup insisté pour qu'elle pût consacrer une part de ses efforts à ce qu'on appelait - on l'appelle encore - la filiale énergie, pour le développement des ressources énergétiques dans les pays en voie de développement qui ne disposent pas de la richesse du pétrole mais qui - c'est le cas de votre pays - peuvent commencer déjà à s'équiper avec toutes les autres formes d'énergie et, notamment, les ressources hydro-électriques, les pressions exercées sur la Banque mondiale pour qu'elle réduise ses efforts, pour que, au lieu de choisir entre les sept projets qui étaient soumis par le président de la Banque mondiale, il y a simplement quelques mois, ont fait aller vers la formule la moins ouverte et la moins utile alors qu'on était parti de la meilleure. Cela représente une tendance contre laquelle la France se dresse.

- Le Fonds Monétaire International `FMI` est une institution. Comme la Banque mondiale, il découle des accords intervenus au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Ce sont des institutions que nous considérons comme très utiles, auxquelles nous participons pleinement, qui ne sont pas du même ordre que l'institution des Nations unies. On comprend très bien que les pays qui participent à ces structures aient leur mot à dire. Mais quand ce mot consiste également à rétrécir partout les dialogues, à réduire les ressources, parfois même à se substituer de façon excessive au gré de vues propres aux pays industriels qui ne sont pas toujours, même loin de là, semblables à ceux des pays en voie de développement, on a le droit de s'inquiéter.\

Cette récession organisée, ce refus de considérer, comme ce fut le cas, à deux reprises, aussi bien à l'époque de Roosevelt, au lendemain de la grande crise mondiale des années 30 `1930`, comme au lendemain de la guerre mondiale dans l'intervention intelligente d'un gouvernement américain venant en aide aux pays qui venaient de supporter le poids principal de la guerre. Oui, le moment est venu de lancer à travers le monde des idées aussi fortes pour que soient créées des structures aussi durables et que l'on continue de croire et de vouloir qu'il existe sur la planète et dans son sol suffisamment de richesse pour nourrir et développer l'homme dès lors que l'homme est assez intelligent et assez constant pour s'en fournir le moyen.

- Je suis de ceux qui pensent que si le Fonds Monétaire International n'accepte pas l'accroissement de ces moyens, si l'on ne va pas jusqu'au doublement des montants, au lieu de réduire les termes de la crise, on ira vers l'appauvrissement général. Vous savez que des dispositions pratiques ont été prises à propos de l'aide internationale au développement. Certains grands pays industriels `Etats-Unis` ont bloqué leur contribution pour décider de ne pas l'accroître selon les prévisions pour l'année 1982 - 1983. La France aussitôt a fait savoir qu'elle n'entendait pas agir de cette façon, elle se trouve donc accroître proportionnellement sa part puisqu'elle a maintenu ses dispositions initiales.

- Quant aux pays les moins avancés, vous avez bien voulu rappeler qu'ils s'étaient réunis à Paris, il y a peu, sous la présidence du représentant de la France, ici présent, M. Jean-Pierre Cot. Nous avons décidé de porter nos programmes conformément aux institutions internationales d'une façon générale au fameux 0,7 % du produit intérieur brut `PIB`. Nous sommes partis d'assez loin. Nous atteindrons l'année prochaine un chiffre qui se situera au-dessus de 0,5 %. Nous irons dans les années prochaines au 0,7 % qui suppose ou qui pré-suppose les 0,15 % pour les pays les moins avancés. On a le droit de s'inquiéter, je pourrais continuer cette litanie, à moins d'un sursaut et ce sursaut dépend pour une part de nous. Sans exagérer l'audience de notre voix, il n'empêche qu'à force de redire là où l'audience internationale est acquise à des vérités essentielles, un mouvement d'opinion internationale contraindra ceux qui ne veulent pas comprendre à regarder en face d'eux, c'est-à-dire au devenir de cette fin de siècle.\

Je l'ai dit partout, pardonnez-moi si je le redis, cela passe par une politique mondiale de soutien des cours des matières premières ou de certaines matières premières. Certaines esquisses ont pu apporter un espoir : je pense au sucre, je pense à l'esquisse due, pour une large part, à un responsable français, dans-le-cadre de la Communauté internationale des Dix du Marché commun `CEE` de l'Europe lorsque l'on a bâti des accords de Lomé. D'autres esquisses encore. Mais d'une façon générale, comment voulez-vous imaginer qu'il soit possible à un pays industrialisé comme le nôtre, de se lancer dans des plans de co-développement auxquels nous sommes prêts tant que les matières premières subiront au gré de la spéculation d'un an sur l'autre des variations de cours pratiquement insupportables. Nous entendons les appels de nos amis, de vieux amis, qui voient leur économie et leur budget subir des ruptures dramatiques avant tout ce que cela suppose de malheurs humains. Nous ne pouvons, nous la France, nous substituer à toutes les ressources du monde. Nous sommes obligés de concentrer nos efforts avec le regret d'avoir à choisir. Et pourtant partout dans le monde, aussi bien en Asie du Sud est qu'en Amérique latine, sans parler de l'Afrique, d'autres encore nous sollicitent parce que l'audience de la France en Afrique, c'est ce qu'elle a de meilleur dans sa continuité.\

Bien entendu, l'Afrique reste pour nous une direction privilégiée et, sans vouloir établir de hiérarchie qui ne serait pas acceptable, l'Afrique francophone, en-raison des traditions du temps passé, d'une histoire vécue en-commun, de la communauté de culture - bref, je pourrais énumérer longtemps les raisons qui nous animent - doit voir se concentrer le principal de nos efforts.

- Monsieur le Président, en tant que représentant du Rwanda, vous faites partie de cette Afrique qui nous est chère et à laquelle nous entendons consacrer le meilleur de ce qu'il nous est possible de faire, nous aussi qui sommes pris dans le tourbillon, dans la tempête de la crise internationale. Nous qui n'avons pas plus que vous la chance de disposer des matières premières à la mode - étant entendu que cette mode changera, il suffit d'être patient, en préparant l'avenir, mais pour l'instant, nous aussi il nous faut acheter notre pétrole à l'extérieur. Après avoir connu deux chocs pétroliers, au moment même où le prix du pétrole a tendance à connaître une légère baisse, c'est le prix du dollar qui, à son tour, devient insupportable. On ne pourra sortir de là qu'en sortant du cercle infernal que représente ce couple impossible du dollar et du pétrole.\

Vous avez évoqué quelques problèmes internationaux, en tout cas, d'une façon générale, ce qui touche à la vie de l'institution à laquelle nous appartenons vous et nous, l'Organisation des Nations unies `ONU`. Vous savez que la France a constamment maintenu sa pression pour que s'ouvrent des négociations globales. Pourquoi des négociations globales dans-le-cadre des relations Nord-Sud ? Parce que si nous reconnaissons aux institutions spécialisées que j'ai citées tout à l'heure un rôle éminent, nous savons bien que c'est là où se trouvent tous les pays dans les conditions d'égalité, que peut s'ouvrir le vrai dialogue. Nous avons donc, dans les sommets des pays industrialisés, à Ottawa comme à Versailles, insisté pour que ces négociations globales puissent être inscrites dans les perspectives du monde occidental et du Japon.

- Nous avons obtenu un premier succès. La négociation globale n'était reconnue dans aucun texte de ces pays. A Ottawa, une lutte ardue s'est engagée pour que ces deux termes de "négociation globale" fussent inscrits. Ils portaient au point de départ une majuscule à négociation, une

majuscule à globale. La bataille terminée, on s'est retrouvé avec une minuscule à négociation, une minuscule à globale. Bref, ce qui touche à la vie de centaines de millions d'hommes finit pas une misérable querelle de vocabulaire.

- Il faut que nous reprenions le sens des choses dans leur réalité, sachant fort bien que le siècle prochain jouera sa sécurité, son équilibre et donc la paix, dans la mesure où nous aurons dominé les relations du Nord et du Sud par un développement égal, même si les différences continuent d'exister, dans la dignité affirmée de chacun.\

Quant à cette partie de l'Afrique - si je puis dire, car les distances restent immenses - il faut y évoquer le problème de la Namibie. Vous savez que la France appartient au groupe des Cinq qui est, en raison du mandat qu'il détient, l'organisme de travail, d'initiative, d'imagination, sur le théâtre des négociations. A l'intérieur de ce groupe des Cinq, la France, je puis le dire sans orgueil pour mon pays, est celui qui rameute constamment les énergies de certains autres qui n'ont que tendance à s'assoupir.

- C'est vrai qu'il est très important que dans cette partie de l'Afrique, comme ailleurs, car ce n'est pas le seul conflit, on puisse parvenir à trouver le chemin de la paix, qui passe par l'indépendance et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Que de tensions internationales cesseront, à quoi se mêlent, bien entendu, les deux pays les plus puissants du monde `Etats-Unis - URSS`. Dès qu'un conflit local dure, alors que chacun des adversaires croit pouvoir espérer l'emporter sur l'autre, arrive le moment où ni l'un, ni l'autre ne l'emporte car la décision ne leur appartient plus. Mais cela apporte beaucoup plus à ceux qui, de loin, attirés par ces conflits locaux, placent ces conflits sur-le-plan de leurs stratégies mondiales.

- Nous l'avons expliqué à ceux auxquels nous avons parlé et notamment aux mouvements politiques d'indépendance de Namibie pour qu'ils dépassent certaines disputes de procédure pour parvenir à l'essentiel de leurs objectifs. Nous l'expliquons donc tout aussi bien aux représentants de l'Afrique du Sud avec qui nous n'avons pas de relations étroites puisque nous avons été l'un des rares pays à demeurer logique avec les principes qui sont les nôtres, mais avec qui nous pouvons parler pour tenter de faire comprendre que nul n'a intérêt à créer des conditions dans lesquelles deux pays, pas davantage, seraient en mesure de se comporter comme les gendarmes de la planète. Telle n'est pas en tout cas la position de la France qui, sur cette même planète, appartient par nécessité, par vocation, à des alliances qu'elle déplore mais qui sont nécessaires.

- Cela n'empêche pas de souhaiter que cette période fut dépassée par une meilleure approche de l'équilibre international.\

Monsieur le président, lors de nos entretiens récents, je me suis réjoui de constater notre communauté de vues sur la plupart de ces problèmes. Nous en reparlerons dès demain puisque nous nous retrouverons à Kinshasa `sommet franco - africain`, rencontre importante à laquelle la France joue un rôle conforme à sa grandeur historique. Je le disais tout à l'heure c'est ce qu'elle a de meilleur dans sa continuité, la politique française, dont je suis pour l'instant le responsable.

- Nous ne voulons pas nous substituer aux institutions et aux organisations reconnues et c'est pourquoi j'observe beaucoup de discrétion lorsque je dois parler de l'OUA. La rencontre des chefs d'Etat d'Afrique et de France ne peut trancher les questions qui, pour l'instant, divisent les pays de l'Organisation de l'Unité Africaine.

- Mais, c'est une table autour de laquelle on discute. C'est une occasion de parler pour des gens qui se connaissent et qui s'estiment, c'est une façon de faire avancer les problèmes même si ce n'est pas là qu'ils peuvent être résolus et en ce sens, c'est une instance inestimable. Bien entendu lorsqu'on abordera ces problèmes l'un après l'autre, ceux qui ont divisé l'Organisation de l'Unité Africaine récemment, pas simplement le problème propre au Sahara occidental, d'autres encore qui se sont greffés dessus, d'autres qui existaient d'indépendamment du côté de la Corne de l'Afrique, du côté du Tchad, nous avons parlé de la Namibie, aucune question ne sera interdite puisqu'il n'y a pas de véritable ordre du jour, puisqu'il n'y a pas de véritable procédure. C'est la meilleure méthode qui a été adoptée par les pays d'Afrique et la France pour pouvoir parler de tout sans être contraint d'en parler.

- Et bien, nous essaierons d'être utiles à cette cause en souhaitant profondément que l'Organisation de l'Unité Africaine persévère dans ses raisons réelles de rester ce qu'elle est.

l'Organisation de l'Unité Africaine persévère dans ses raisons, c'est-à-dire une Organisation où tous se retrouvent. Cela n'est possible que si aucun des groupes ne prétend imposer ses convictions à un autre, naturellement. Il faut chercher la conciliation. Cela sera fait par vous-même, monsieur le président, et par d'autres que par vous et non pas par moi car autant la France souhaite que l'Organisation de l'Unité Africaine affirme sa présence dans son continent et à l'extérieur, étant bien entendu qu'il appartient aux pays d'Afrique de régler les problèmes de l'Afrique.

- Simplement, nous sommes là comme des témoins et des amis capables de dire leur mot en raison de notre expérience, mais en laissant la décision à ceux qui vivent, qui connaissent et qui font l'Afrique.\

Monsieur le président, madame, voici l'occasion qui m'est donnée de m'adresser à votre peuple en même temps qu'à vous-même. Je l'attendais, je l'espérais. Nous en avons parlé lors des visites faites à Paris par le président du Rwanda. Le rendez-vous a été tenu, comment dirais-je sans jeu de mots, il a tenu plus encore qu'il n'était promis puisque se sont créées des relations humaines qui dureront et qui éclairent les problèmes. Bien souvent, je pense que dans la politique intérieure de chacun de nos pays, y compris le mien, ces relations humaines devraient plus souvent prévaloir dans la façon d'aborder les problèmes qui souvent nous divisent. Je le pense de la même façon dans la vie internationale, encore est-ce plus aisé ici, puisque rien ne nous divise.

- A mon tour, monsieur le président, madame, je lèverai mon verre à votre santé, à celle madame, de votre famille, de vos enfants, des êtres qui vous sont chers. Et vous, mesdames et messieurs du Rwanda, au nom de tous les Français qui sont vos invités, je porterai ces vœux vers vous et au-delà de vos personnes vers le peuple rwandais auquel je souhaite de triompher des difficultés de l'heure, il en est capable, il l'a montré. A la santé du Rwanda !\